

# Le Parlement sera-t-il moins (pro) européen ?

## Union européenne

- Selon une étude du Parlement européen, consultée par "La Libre", les grandes familles politiques européennes sortiraient affaiblies des élections de 2019.
- Extrémistes et eurosceptiques gagneraient du terrain.
- Emmanuel Macron pourrait bouleverser le paysage politique européen.

Analyse Maria Udrescu

**A** un an des élections européennes de 2019, l'Union se trouve dans des sables mouvants. L'accumulation des crises qui l'ont frappée – économique et, surtout, migratoire depuis trois ans – a mis à mal le "business as usual" de la politique. Ces dernières années, nombre de scrutins nationaux ont vu les partis traditionnels fragilisés, parfois même évincés, par des ovnis politiques, des eurosceptiques ou des forces extrémistes et populistes. Le départ de 73 eurodéputés britanniques au lendemain du Brexit affaiblira certains groupes politiques beaucoup plus que d'autres. Bref, l'hémicycle européen de 2019 devrait être tout sauf une copie conforme de celui de 2014.

A un an du jour J, "La Libre Belgique" s'est procuré un document interne du Parlement européen qui, sur base d'une moyenne des sondages nationaux de chaque Etat membre, donne une idée de l'ampleur du remaniement à venir.

Le Parti populaire européen (PPE, droite et centre droit) et les socialistes et démocrates (S&D) se partagent traditionnellement plus de la moitié de l'hémicycle. Mais, à l'image de leurs composantes nationales, les familles politiques "historiques" sortiront ébranlées des européennes de 2019, grignotées par des nouveaux acteurs politiques et la montée des extrêmes de tous bords.

### Les élections italiennes annoncent-elles la couleur ?

En plus de deux Britanniques, le PPE se verrait privé de 34 eurodéputés – une perte pondérée par le fait que le Parlement 2019 ne comptera que 705 sièges contre 751 actuellement, et qui équivaut à environ 3 points de pourcent. En cause, notamment, le recul du parti français Les Républicains, pris de court, comme toute la classe politique de l'Hexagone, par la percée de la République en marche (LREM) du président Emmanuel Macron à qui reviendraient pas moins de 23 sièges (lire ci-contre).

Côté polonais, la Plate-forme civique et le Parti paysan seraient privés de huit places, tandis que les conservateurs eurosceptiques du PiS qui dirigent le pays d'une main de fer depuis 2015 progressent, eux, de sept sièges. Même constat en République tchèque : l'Union chrétienne démocrate perdrait l'ensemble de ses eurodéputés, mais l'ANO 2011 du

premier ministre Andrej Babis, qui flirte avec la xénophobie et l'euroscepticisme, quadruplerait sa présence.

Les populistes et extrémistes de droite devraient profiter de la crise migratoire pour gagner du pouvoir au sein de cet hémicycle qu'ils méprisent. Le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD, nationalistes eurosceptiques) réussirait même l'exploit de s'agrandir malgré le départ des vingt Britanniques de l'UKIP. Ses rangs seraient grossis par les Français de Debout la République, qui ferait son entrée au Parlement. Mais aussi par les extrémistes de droite de l'AfD, désormais le troisième parti en Allemagne, qui enverrait 14 élus au Parlement européen contre un seul actuellement. "Last but not least", le Mouvement Cinq Etoiles (M5S), qui a renversé les tables en Italie pour s'installer au pouvoir, doublerait son nombre de sièges (de 14 à 29) en 2019. Encore faudra-t-il voir si ce parti politiquement inclassable restera bel et bien au sein du EFDD.

Le choc italien favorisera également les extrémistes de l'Europe des Nations et des Libertés (ENF), puisque la Ligue, partenaire de coalition du M5S, triplerait presque son nombre de sièges pour en acquérir 17. Au point de voler la vedette au Front national (crédité de 16 élus) qui rêvait d'être au cœur de la "recomposition de la galaxie eurosceptique", espérée par son eurodéputé Nicolas Bay.

En effet, un point d'interrogation entoure l'avenir du groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR) – celui de la N-VA – qui perdra ses élus et fondateurs britanniques, comptant pour un tiers de ses effectifs. Si l'ECR – tout sauf un fan-club de l'UE – venait à éclater, d'aucuns pourraient choisir le camp des extrêmes. A moins qu'ils ne soient séduits par un éventuel virage droitier et identitaire du PPE. Le Fidesz, parti du Premier ministre hongrois Orban, jadis mouton noir du groupe, semble par moments donner le ton.

### A chaque bord ses extrêmes

Les démons populistes n'épargnent pas non plus l'hémisphère gauche du Parlement européen. Le groupe des socialistes et démocrates risque de ga-

agner le titre de grand perdant des élections. Notamment en raison de l'effondrement du Parti démocratique de l'ex-Premier ministre italien Matteo Renzi, qui ne garderait que 16 de ses 26 eurodéputés. Un énième signal de la débâcle de la sociale-démocratie européenne, observée notamment en Allemagne. Le SPD essuierait un nouveau revers passant de 27 à 18 eurodéputés. En France, les socialistes en perdraient quatre.

Pendant ce temps, la Gauche unitaire européenne (GUE) se sent pousser des ailes. Si l'Élysée lui est passée sous les nez, Jean-Luc Mélenchon peut espérer voir sa France insoumise occuper treize sièges, dix de plus qu'actuellement. Au sud du continent, ses alliés naturels espagnols du Podemos gagneraient également du terrain, tout comme le Bloc de gauche portugais.

### Vrai aujourd'hui. Et demain ?

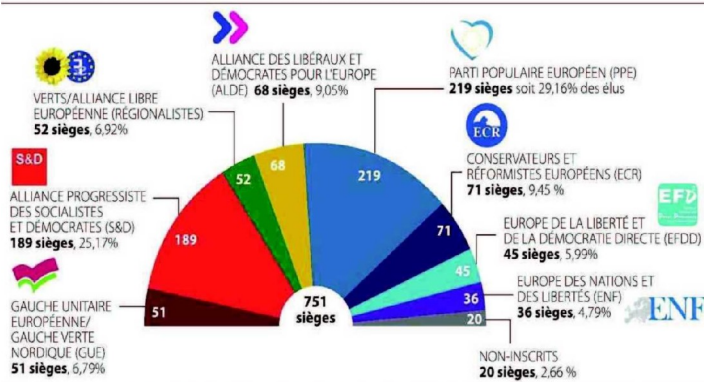
Dans cet affront des extrêmes contre la gauche traditionnelle, il semble aussi rester peu de place pour les Verts européens, auxquels est annoncée une perte de 21 sièges (sur 52). Cela s'explique en partie par la disparition annoncée du parti français Europe écologie, qui a perdu tous ses députés nationaux et peine à survivre depuis que LREM a monopolisé le créneau europhile.

Cela posé, il importe de rappeler qu'un an en politique équivaut à deux fois l'éternité. "Les événements, mon garçon, les événements", répondit un jour, d'après la légende, le Premier ministre britannique Harold MacMillan alors qu'on l'interrogeait sur ce qui était le plus périlleux en politique.

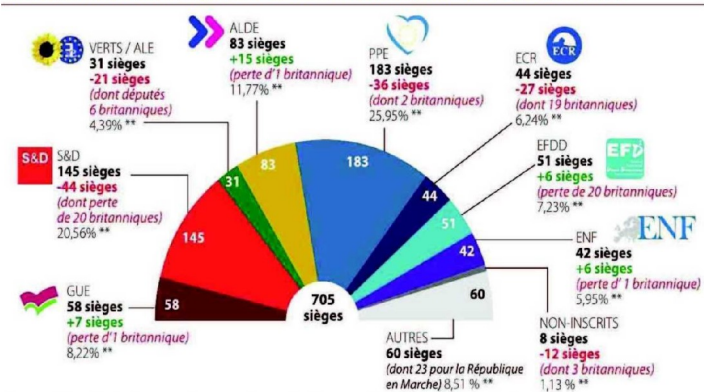
L'état de santé de l'économie, le contexte géopolitique, l'ampleur des flux migratoires vers l'Europe, les positions – fortes, tièdes, frileuses – des leaders européens vis-à-vis de l'UE et tout ce qu'on ne peut prévoir peuvent changer la donne du tout au tout, ou presque. Ces projections ne peuvent donc être considérées comme un fait accompli.

Reste que la montée de l'euroscepticisme et des extrêmes, tout comme la déroute de la sociale-démocratie, sont des tendances de fond. Et qu'en plusieurs années, ces phénomènes ont rencontré peu d'obstacles sur leur chemin.

COMPOSITION DU PARLEMENT EUROPÉEN 2014-2019



PROJECTION DE LA COMPOSITION DU PARLEMENT EUROPÉEN 2019-2024 \*



(\* Sur base des groupes politiques de la législature 2014-2019. Ce paysage politique est susceptible de recomposition. (\*\*) Pourcentage calculé sur base d'un Parlement européen 2019-2024 qui sera vraisemblablement réduit à 705 sièges, comme l'ont proposé les députés européens en février 2018.

EURODÉPUTÉS BELGE 2014-2020 (21 eurodéputés)



EURODÉPUTÉS BELGE 2019-2025 (21 eurodéputés)



(\*) Partis susceptibles de présenter une liste en 2019 (\*\*) Défi (ex-FDF) n'est, pour l'instant, pas affilié à un parti politique européen

Source : Parlement européen

IPM Graphics

Pas de vague eurosceptique en Belgique

Si les tendances devaient se confirmer dans un an, Ecolo et Groen seraient les vainqueurs des européennes en Belgique (voir infographie). Ils sont chacun crédité d'un siège supplémentaire, ce qui doublerait le contingent des Verts belges (quatre élus) – et ce alors que les Verts européens doivent craindre la chute libre. A l'inverse, bien que le groupe des libéraux et démocrates soit annoncé en net progrès, tant le MR que l'OpenVld perdrait chacun un de leurs trois sièges, ramenant le total libéral à quatre élus. Absent du Parlement européen depuis 1999, Défi (ex-FDF) – qu'Olivier Maingain rêve d'adosser au parti politique européen que devrait créer le président français Macron – ne devrait pas avoir de député. Pas plus que le PP. Le PTB, lui, devrait y envoyer son premier élu. Ce siège serait sans doute pris au PS, qui passerait de trois à deux élus. Le CD&V (2 sièges), CDH (1) et CSP (1) se maintiennent, tout comme le Vlaams Belang (1). La N-VA resterait à quatre sièges. Sauf si le récent discours eurosceptique de Bart De Wever trouve un écho dans les urnes. **OleB**

Emmanuel Macron bousculera la dynamique de l'assemblée

En remportant la présidentielle française grâce à son écumenisme ("et de gauche, et de droite") et sa flamme européenne, Emmanuel Macron a bouleversé l'échiquier politique de l'Hexagone. Réussira-t-il à répéter le même tour de force à l'échelon européen, à l'occasion des élections de mai 2019 ? C'est en tout cas le défi que s'est lancé le chef de l'Etat français. D'après les projections d'une étude interne au Parlement européen, il en aurait les armes, puisque La République en marche (LREM) obtiendrait pas moins de 23 eurodéputés en 2019.

Encore faudra-t-il choisir la bonne stratégie. Si le paysage politique devait rester en l'état, rejoindre l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE) serait, a priori, le choix le plus naturel pour Emmanuel Macron, pour des raisons de proximité politique et idéologique. D'autant que l'ALDE pourrait sortir renforcé des élections de 2019, notamment grâce à la popularité croissante de Ciudadanos (C's) – qui occuperait donc 17 sièges au Parlement européen.

La République en marche fera-t-elle cavalier seul ?

Cependant, Emmanuel Macron n'est pas de ceux qui se satisfont du statu quo. S'il rallie l'ALDE, il pourrait être tenté, fort d'y amener la plus grande délégation nationale, de faire une OPA sur le groupe aujourd'hui présidé par l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt.

*"Je n'appartiens aujourd'hui à aucune famille politique [du Parlement européen]. C'est ma liberté."*

Emmanuel Macron

Lors de son intervention devant le Parlement européen à Strasbourg, le 17 avril 2018.

A moins – scénario qui semble aujourd'hui le plus probable – que le président français décide de faire cavalier seul. S'il ne rejoint pas l'ALDE, Emmanuel Macron l'affaiblirait, puisque c'est dans ce groupe qu'il commencerait par puiser ses alliés. Il s'est déjà assuré de l'accord du C's et fait les yeux doux au parti néerlandais libéral-progressiste D66, crédité de 3 sièges. Il pourrait aussi tenter de séduire les Belges de l'Open Vld et du MR, le parti du Premier ministre belge Charles Michel, proche du président français. Comme l'est le Luxembourgeois, Xavier Bettel, qui pourrait donc lui "confier" son eurodéputé. Ensuite, il devrait tenter, comme il l'a fait en France, d'attirer à lui des partis et/ou des élus des deux forces traditionnelles – le Parti populaire européen et les socialistes et démocrates. Avec pour objectif de faire émerger une nouvelle force politique pro-européenne, libérale-sociale, qui dépasserait le clivage droite-gauche.

Sur papier donc, les alliances possibles ne manquent pas. Mais au terme de sa première année passée au sein du club des Vingt-huit, Emmanuel Macron, qui brûle de réformer l'Europe pour la consolider, a appris combien il est difficile d'y rompre les équilibres et d'amener le paquebot européen à changer de direction.

M.U.